



©AFP 17 février 2011

Les régions opposées à l'exploitation des gaz de schistes

PARIS - Les présidents de régions se sont déclarés opposés à l'exploitation des gaz de schistes, demandant l'annulation des permis d'exploration qui ont été délivrés par le ministère de l'écologie, a annoncé jeudi l'Association des régions de France (ARF).

Au cours d'une assemblée générale, les présidents de régions ont adopté "une position commune dans laquelle ils expriment leur vive opposition à l'exploitation des pétroles non conventionnels impliquant des techniques d'extraction extrêmement dommageables pour l'environnement", indique l'ARF dans un communiqué.

Ils ont apporté leur soutien aux présidents de Midi-Pyrénées Martin Malvy (PS), Rhône-Alpes Jean-Jack Queyranne (PS), Provence Alpes-Côte d'Azur Michel Vauzelle (PS), Languedoc-Roussillon Christian Bourquin (DVG) et Ile-de-France Jean-Paul Huchon (PS) qui ont saisi la ministre de l'écologie Nathalie Kosciusko-Morizet pour demander l'annulation des permis d'exploration délivrés.

L'ARF regrette notamment "l'absence totale d'information aux élus locaux lors de l'octroi de ces permis d'exploration, qui portent sur des surfaces de plusieurs milliers de kilomètres carrés, parfois situées dans des zones protégées comme les parcs naturels régionaux".

Elle ajoute que les eaux usées et sursalées résultant de l'exploitation des gaz de schistes "s'apparentent à des déchets dangereux". Or depuis 2002, ce sont les régions qui ont la charge de planifier la gestion de ces déchets.

Elle dénonce par ailleurs la récente réforme du code minier, "qui a largement simplifié les procédures", et entendent être "systématiquement consultées pour tout nouveau permis".